

Poursuivre le changement au service de la solidarité internationale

Si la victoire de François Hollande fut une bonne nouvelle pour l'Europe, c'est qu'elle indiquait que l'état d'urgence économique, écologique et social était aussi un état d'urgence de changement.

D'autres rendez-vous électoraux ont démontré que la gauche en Europe, redresse, très timidement la tête. Victor Ponta, le chef du Parti social-démocrate de Roumanie a été appelé à former un gouvernement. De même, le PvdA est revenu au pouvoir dans une coalition aux Pays-Bas. Robert Fico est revenu au pouvoir en Slovaquie avec cette fois une coalition progressiste, le Labour remporte toutes les élections locales au Royaume uni ainsi que les élections partielles.

En Hongrie ou en République tchèque aussi, les sociaux-démocrates marquent des points décisifs dans les élections locales.

La réorientation de l'Europe est en cours mais elle est difficile. Cela dit, les attaques combinées d'Angela Merkel et de *The Economist* puisqu'elles viennent de la plus libérales des droites conservatrices, nous prouvent que nous sommes sur la bonne voie.

La nouvelle direction du PS vient clore une séquence commencée à la fin de l'été où l'IS, le PSE puis le PS tenaient leur congrès. Le PSE a renforcé sa direction en en étant le Premier vice président, j'ai comme tâche d'aider Serguei Stanichev à préparer les sociaux-démocrates européens pour qu'ils soient au rendez-vous de la victoire pour les élections européennes de 2014.

Ces élections sont encore loin, mais déjà, nous devons les préparer.

Nous tenons à ce que l'implication du PS au sein du PSE soit exemplaire. Nous ferons adopter par le Bureau National, la liste de nos représentants au sein de chacune des instances du PSE (réunions statutaires, réunions ministérielles, réseaux thématiques, groupes de travail). Il s'agit d'être encore plus présent et actif au sein du PSE.

Un signe net a été donné lors de notre congrès avec la présence de plus de 170 partis frères et les discours très applaudis de Sigmar Gabriel, le président du Parti social-démocrate d'Allemagne, Pierluigi Bersani, le président du Parti démocrate italien et Antonio José Seguro, le secrétaire général du Parti socialiste portugais.

A ce congrès, nous avons décidé de travailler avec plusieurs partis pour coordonner l'action des progressistes quand ils sont au pouvoir comme dans l'opposition.

Dans chaque pôle thématique il y aura un ou une responsable du volet européen. Avec Estelle Grelier en charge des politiques européennes, Axelle Lemaire aux droits de l'Homme, Pouria Amirshahi à la transition démocratique ou encore Gilles Pargneaux à la coopération nord-sud, nous agissons pour renforcer la démocratie et la gauche partout où c'est nécessaire. J'ai proposé que Philip Corderoy me seconde et je ne doute pas qu'Henri Weber trouvera sa place.

Nous serons au printemps prochain au Forum social mondial qui se tiendra à Tunis. Nous accompagnons d'ores et déjà la formation du Forum social-démocrate arabe qui est en train de voir le jour sous la direction d'Et-takatol, du Fatah et des sociaux-démocrates égyptiens.

Nous avons renoué avec la gauche israélienne en invitant Shelly Yachimovitch, la présidente du parti travailliste (Avoda) à notre université d'été à la Rochelle. Nous nous réjouissons qu'elle renoue de son côté avec le mouvement social et qu'elle se hisse à la deuxième position dans la campagne électorale israélienne. Comme en 2008, la guerre s'est invitée dans la campagne et si aujourd'hui, il faut s'y reprendre à une seconde fois c'est donc que ni le blocus ni « Plomb durci » n'ont servi à quoi que ce soit.

La visite de Laurent Fabius, premier dirigeant occidental à se rendre dans la région, est de nature à aider à trouver une issue pacifique, mais elle permet aussi de dire que la France et l'Europe doivent jouer pleinement leur rôle dans une région où les peuples sont désabusés et résignés - ce qui fait le jeu de tous les extrêmes.

Le peuple israélien n'est pas réductible aux choix politiques de la coalition des droites qui est au pouvoir, tout comme le peuple palestinien n'est pas lui-même réductible à la folie du Hamas qui règne à Gaza. La seule solution demeure la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël et Jérusalem comme capitale de ces deux Etats. C'est la position du PS, c'est la position de la France c'est aussi maintenant celle des Nations unies.

Jean-Christophe Cambadélis

Secrétaire national à l'Europe et à l'International
Premier vice-président du Parti socialiste européen

XXIV^E CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Le XXV^e congrès de l'IS se tenait pour la première fois en Afrique. En Afrique du sud plus précisément l'année du centenaire de l'ANC, une année ponctuée par une série de festivités qui se terminera par un congrès au cours duquel Jacob Zuma briguera l'investiture de son parti en vue de l'élection présidentielle.

C'est aussi le premier congrès de l'IS depuis les révolutions arabes, la crise ivoirienne, l'élection de Poutine et la libération d'Aung Sang Suu Kyi.

C'était donc l'occasion pour l'Internationale socialiste de tirer les conséquences de cette période là et de prendre la mesure des défis qui viennent.

Le Parti socialiste français n'a jamais tu ses critiques ou ses réserves, mais il a toujours œuvré pour que l'IS se renforce. Nous devons apprendre les dures logiques du multilatéralisme y compris au sein du mouvement socialiste international et il est intéressant de constater combien les intérêts régionaux ou nationaux prennent facilement le pas sur les exigences de la solidarité internationale...

Lors du Conseil d'Athènes en 2011, un comité pour la Réforme avait été mis en place et le PS avait fait des propositions pour une « reformulation » de l'Internationale socialiste : le renforcement de son équipe dirigeante, la mise en place de campagnes politiques et de campagnes d'opinion, une coordination des progressistes pour travailler plus étroitement avec des formations non membres de l'IS comme les Démocrates américains, le PT brésilien ou encore le Parti du congrès, nous avons aussi proposé une coordination des think tanks progressistes.

Cela a pris forme par le soutien que le PS a apporté à la candidature de Mona Sahlin au poste de secrétaire générale pour succéder à Luis Ayala en poste depuis 24 ans. Bien qu'elle fut battue par le sortant, cela ouvre une nouvelle séquence avec l'existence d'un courant rénovateur au sein de l'IS qui dépasse le cadre des grands partis sociaux-démocrates européens.

Ségolène Royal, qui fut une des vice-présidentes les mieux réélues, a fait un discours marquant dans lequel elle a été la seule à faire référence au massacre de Marikana où plus d'une trentaine de mineurs ont été tués par la police.

Georges Papandreou a été réélu à l'unanimité et il a pris la mesure de l'urgence d'une rénovation.

Le Parti socialiste contribuera à ce travail dans les mois qui viennent.

La crise d'identité de l'Internationale socialiste

Du 29 août au 1^{er} septembre, le XXIV^e Congrès de l'Internationale socialiste (IS) s'est tenu au Cap, en Afrique du Sud, à l'invitation de l'ANC. La présence de près de 160 partis et organisations représentant près de 140 pays, ainsi que celle du président sud-africain, Jacob Zuma, à la tribune du Congrès tout au long de ses travaux, représentaient à l'évidence un succès pour cette

organisation. Cependant, les débats qui se sont déroulés lors des réunions de préparation du Congrès, en particulier ceux tenus au sein du Comité financier et administratif (SIFAC) et du Comité éthique – lequel examine les demandes d'adhésion ou de changement de statut d'un membre – mais également les débats développés dans les séances plénières du Congrès, ont révélé au grand jour la crise d'identité que traverse l'IS depuis quelques temps.

L'IS est l'organisation mondiale des partis sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes rassemblant actuellement 160 partis. L'origine de cette organisation remonte aux mouvements ouvriers de la fin du XIX^e siècle. Mais sa forme actuelle date de sa refondation opérée lors du Congrès de Francfort de 1951. Après l'ONU, elle demeure la plus grande organisation mondiale. Près de 50 de ses membres se trouvent actuellement au pouvoir, comme le Parti socialiste français.

D'une part, à travers ses comités thématiques, cette organisation a contribué aux débats mondiaux portant sur les grandes questions économiques, sociales et environnementales. Mais elle a aussi mené des activités en faveur de la paix dans plusieurs régions du monde. Par exemple, la contribution de l'IS au succès des accords d'Oslo entre les Israéliens et les Palestiniens. Le Parti travailliste israélien et le Fatah sont aujourd'hui membres de l'IS.

Toutefois, particulièrement depuis la fin des années 1990, une politique d'ouverture non maîtrisée a abouti à l'élargissement quantitatif de cette organisation au détriment des critères qualitatifs, tels que le respect des règles démocratiques et des droits humains, la laïcité, l'opposition à la peine de mort, le droit à l'avortement, etc., qui sont inscrits dans la Charte éthique de l'IS. En plus, cette politique d'ouverture n'est pas accompagnée de sanctions, y compris l'exclusion, à l'égard des membres pris en flagrantes contradictions avec les valeurs défendues par l'IS, sauf dans de rares exceptions.

De surcroît, un fonctionnement insuffisamment transparent aux mains d'une équipe peu encline au changement (le secrétaire général est en poste depuis 24 ans, sans intention de quitter cette fonction de sitôt), vient se rajouter à la crise d'identité de l'IS.

L'onde de choc de la révolution arabe a ébranlé la quiétude de l'IS. Au lendemain de la fuite du dictateur tunisien Ben Ali, de la chute de son semblable égyptien, Hosni Moubarak, mais aussi après l'éviction du président ivoirien, Laurent Gbagbo, le monde a pris connaissance avec stupéfaction que leurs partis respectifs, les RCD, PND et FPI, étaient membres à part entière de l'IS. Cette situation durait depuis plusieurs années, en dépit des mises en garde adressées aux responsables de l'IS par certains partis, dont le Parti socialiste français, notamment sur le maintien du RCD et du PND au sein de l'organisation. A l'initiative des Français, une lettre signée par de nombreux dirigeants des partis européens, maghrébins et d'autres continents avait même réclamé une réforme profonde de l'IS, afin que soit appliquée plus strictement sa charte éthique et soit amélioré son fonctionnement dans la transparence.

En 2011, un groupe de travail avait vu le jour et proposé de profondes modifications du statut et du fonctionnement de l'IS. Cependant, il est vite apparu que la réforme de l'IS ne pouvait être menée à bien avec à sa tête la même direction, responsable en grande partie des dérives de l'IS. Ainsi, quelques semaines avant la tenue du Congrès, une candidature est apparue, en la

personne de Mona Sahlin, ancienne présidente du Parti social-démocrate suédois, ancienne responsable syndicale et plusieurs fois ministre. Nul doute que cette candidature aurait pu redonner ses lettres de noblesse à l'IS.

Face à Mona Sahlin, s'opposait le secrétaire général sortant, Luis Ayala, un ancien réfugié politique chilien de l'époque du général Pinochet, symbolisant, aux yeux de beaucoup de partis, non seulement l'immobilisme de l'IS, mais aussi les erreurs que cette grande organisation progressiste a commises sur le plan politique, en particulier vis-à-vis des révolutions tunisienne et égyptienne. Il était soutenu par le président de l'IS, Georges Papandréou, la majorité des partis d'Amérique Latine et quelques petits partis africains. De son côté, Mona Sahlin avait le soutien des grands partis, majoritairement européens, mais aussi africains, asiatiques, moyen-orientaux (comme le Fatah), nord-américains et maghrébins.

Si, arithmétiquement, le secrétaire général a été réélu avec 46 voix contre 36 pour Mona Sahlin, l'analyse plus approfondie du scrutin révèle une forte contestation sur l'orientation et le fonctionnement de l'IS. Le discours de candidature de Mona Sahlin, réaffirmant avec conviction les valeurs progressistes, a eu un grand écho chez les congressistes. Sans faire véritablement campagne pour son élection, elle a mis en évidence la forte propension chez les grands partis de tous les continents à souhaiter la modification des structures existantes de l'IS afin de l'adapter aux exigences du monde actuel et d'être en mesure de mener une politique de solidarité internationale.

Il est à souligner que le Forum Démocratique pour le Travail et les Libertés (Ettakatol) tunisien a été promu au statut de membre de plein droit, et les sociaux-démocrates égyptiens à celui de membre consultatif. Mais, en même temps, sous prétexte de raisons administratives, notamment de retard dans le paiement des cotisations, l'exécutif de l'IS a privé de droit de vote certains grands partis tels que le PvdA (Pays-Bas) ou encore la SLD de Pologne.

L'année 2013 s'annonce donc comme déterminante pour l'avenir de l'IS et sa vocation à être une organisation mondiale des progressistes. Plusieurs grands partis ont exprimé leur volonté de poursuivre une politique de solidarité internationale active en dehors de l'IS, si cette organisation n'est plus capable de se réformer. La question est désormais posée : l'Internationale Socialiste changera-t-elle ou pas ?

Karim Pakzad

PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN

Une nouvelle équipe pour gagner les élections de 2014

Le IX^e Congrès du PSE s'est tenu à Bruxelles fin septembre. Ce Congrès qui a élu formellement Sergueï Stanichev comme président après un intérim dû à la démission de Poul Nyrup Rasmussen il y a un an, a aussi doté le PSE d'une nouvelle équipe.

Elle est composée d'Elena Valenciano (PSOE), Jan Royall (Labour), Katarina Nevedalova (SMER SD) et Jean-Christophe Cambadélis (PS) comme Vice-présidents, et de Marije Laffeber (PvdA) et Yondec Polet (PS, Belge francophone) comme Secrétaires généraux adjoints.

Le secrétaire général est Achim Post.

Membre du SPD depuis 1976, Achim a est aussi le Secrétaire international du SPD. Il succède à notre camarade Philip Cordery qui a œuvré pendant six ans à la politisation d'un PSE qui est devenu aujourd'hui devenu un vrai parti européen.

Le PSE organisera une campagne européenne commune, visible et efficace autour du candidat du PSE au poste de Président de la Commission européenne. Ce projet commun sera aussi le fruit d'une vaste consultation ouverte qui débouchera sur le programme fondamental du parti (au printemps prochain) et le manifeste du PSE (début 2014), lesquels définiront nos principales priorités pour l'Union européenne.

Le programme fondamental est en cours d'élaboration par des groupes de travail coordonnés par Caroline Gennez et une campagne est encore en faveur d'une garantie européenne pour les jeunes.

EUROPE

Pays-Bas : les travaillistes reviennent au pouvoir...

... avec les libéraux. Après les élections législatives de septembre, Libéraux du VVD du Premier ministre sortant, Mark Rutte et travaillistes du PvdA de Diederik Samsom étant les deux vainqueurs de l'élection, au détriment des populistes du PVV de Geert Wilders et de la gauche radicale du SP, ont approuvé en trois semaines la formation d'un nouveau gouvernement de coalition. Cela avait pris plus de quatre mois lors de l'élection précédente.

Le nouveau gouvernement est composé de treize ministres dont 5 femmes et sept secrétaires d'Etat dont 2 femmes. L'accord gouvernemental prévoit des mesures d'austérité pour économiser 16 milliards d'euros d'ici à 2017 afin de ramener les finances publiques à l'équilibre.

Les ministres PvdA sont :

Vice-ministre-président, Ministre des Affaires sociales et de l'Emploi : Lodewijk Asscher, 38 ans, juriste, ancien maire d'Amsterdam.

Ministre des Affaires étrangères : Frans Timmermans, 61 ans, diplomate.

Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération pour le développement : Lillianne Ploumen, 50 ans, ancienne secrétaire générale du PvdA.

Ministre des Affaires intérieures et des Relations au sein du Royaume : Ronald Plasterk, 55 ans, scientifique, ancien ministre de l'Education.

Ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Science : Jet

Bussemaker

Ministre des Finances : Jeroen Dijsselbloem

Catalogne, Mas sanctionné

Les élections anticipées du 25 novembre dans la communauté autonome de Catalogne étaient la troisième élection locale depuis la victoire historique du PP aux élections fédérales de 2011. Un an après la défaite du PSOE et après l'Andalousie où le PP n'a pas réussi à ravir la majorité à la gauche et la Galice où le PSOE a essuyé une défaite, les élections au Pays Basque et en Catalogne ont indiqué un maintien du PP face à un PSOE qui ne s'est pas encore relevé.

Artur Mas, le président de la Région avait provoqué des élections anticipées pour recueillir une majorité absolue en vue d'organiser un référendum sur l'autodétermination. Mais la réalité économique et le poids de la crise sont venus frapper de plein fouet son avance car à la tête du gouvernement régional, il a mené une politique d'austérité que les électeurs lui ont fait payer qui d'ailleurs a devancé la même politique menée au niveau fédéral par le Président du gouvernement Mariano Rajoy.

Quelques chiffres

Avec 7,5 millions d'habitants c'est une des régions les plus importantes d'Espagne. Son PIB (200 milliards d'euros en 2011) représente 19 % du PIB national.

En revanche, et c'est une des armes utilisées par les nationalistes, c'est la région la plus endettée d'Espagne. La dette représente en effet 22 % du PIB. Même taux pour le chômage avec 22,6 %, mais en dessous de la moyenne nationale qui est aujourd'hui de 25 %.

Autre argument des nationalistes, la Catalogne prétend ne récupérer que 16 milliards sur les 70 qu'elle reverse à l'Etat fédéral en termes d'impôts... affirmant être lésée de 16 milliards d'euros.

La confédération de partis nationalistes et conservateurs Convergencia i Unio a remporté 50 des 135 sièges qui composent l'Assemblée. Elle a perdu 12 sièges. Si elle reste la première force au Parlement, elle est contrainte à une coalition pour former une majorité. C'est la gauche indépendantiste ERC qui est arrivée en deuxième position avec 21 députés, doublant son résultat. Les socialistes du Parti socialiste catalan (PSC) affilié au PSOE et qui étaient présents lors du meeting de François Hollande à Toulouse durant la campagne ainsi qu'au congrès perdent 8 sièges et se retrouvent avec 20 sièges, devançant le PP d'un siège qui lui est passé de 18 à 19. Enfin, un petit parti Vert qui avait essentiellement fait campagne sur la crise a remporté 13 sièges.

La participation de 69,5 % est considérée comme un record en termes de participation. C'est 11 points de plus qu'en 2010.

Le contexte était celui d'un regain de revendications des nationalistes alors que la crise économique que traverse l'Espagne accroît l'audience et l'audace des courants séparatistes dont les Catalans sont la figure de proue. Clairement, cette question constituait sans toutefois masquer la crise et le clivage droite gauche, la toile de fond de la campagne.

Il faut comprendre, sans remonter aux racines du nationalisme catalan que celui-ci s'est développé en résonance du républicanisme de gauche avant d'être réprimé sous le

franquisme puis de conquérir des pans entiers d'autonomie jusqu'à l'évolution vers un nationalisme assumé qui aujourd'hui – 30 ans après le retour de la démocratie dans une Espagne fédérale qui reconnaît dans sa constitution la diversité culturelle de la péninsule – menace le pays de dislocation puisque la droite catalane pose clairement la question de l'indépendance.

Mais l'indépendantisme catalan a des nuances et des tendances. Il peut s'exprimer sous une forme radicale ou une forme modérée et à l'évidence, les modérés ont voté pour d'autres partis que Convergencia i Unio.

L'extrême gauche a cherché à représenter un débouché politique au mouvement des Indignés à travers le parti Candidatura d'Unitat Popular (CUP) qui se présentait pour la première fois au niveau de la Région et qui a remporté ses trois sièges à Barcelone.

On peut dire que c'est la victoire d'un nationalisme tempéré qui veut bien d'une « autodétermination » comme perspective, mais qui exprime sans surprise comme exigence première la sortie de crise – qui ne réside pas dans la question institutionnelle.

Parler d'un statu quo est juste à ceci près que la radicalisation du nationalisme catalan est réelle et palpable. Mais si le séparatisme est nourri par la question économique et financière notamment – le poids de la dette et le désir d'une plus grande autonomie fiscale – les électeurs ont bien vu l'intérêt de ne pas partir à l'aventure dans une région qui, si elle devait indépendante conduirait par exemple à tout reprendre à zéro notamment par rapport à l'Union européenne... La preuve c'est que la Catalogne a demandé 5 milliards d'euros d'aides au gouvernement fédéral.

Quitter l'Espagne c'est quitter l'Europe et amputer le PIB d'un cinquième. Sans parler de la fuite des grandes entreprises internationales.

Le Parti socialiste catalan est la seconde force politique catalane au plan fédéral, mais il a perdu du terrain depuis plusieurs années face aux autonomistes. Il gouvernait la région entre 2006 et 2010 dans une coalition tripartite gauche-verte avec l'ERC jusqu'à la victoire de la coalition CiU soutenue par le PP pourtant radicalement fédéraliste... En 2011, il avait aussi perdu son bastion historique de Barcelone qui avait toujours été socialiste depuis le retour de la démocratie...

En son sein existent plusieurs tendances qui vont du fédéralisme à l'indépendantisme. Aujourd'hui, le PSC se retrouve troisième force, non pas à cause de sa progression puisqu'il a perdu des sièges, mais parce que CiU et l'ERC ont dégingolé, et donc un des partenaires de discussion pour former une majorité, même si sa ligne fédéraliste l'éloigne des options indépendantistes de CiU.

Le projet indépendantiste défendu par Artur Mas, a été sanctionné par les électeurs. Convergence et Union sa formation politique en a fait les frais, les électeurs de Catalogne rejetant une politique de va et vient entre la droite, le Parti Populaire, et le souverainisme qui était également une politique d'austérité sociale.

La gauche catalaniste, forte de ses gains en sièges et en voix, - Gauche Républicaine, Communistes, Verts, Autonomes de la CUP-, est l'expression d'une révision radicale de la politique d'austérité.

Les socialistes du PSC, bousculés par le résultat, ont tenu bon et

pour nous, ils restent les mieux à même de proposer à l'ensemble des forces de gauche une démarche constructive, rompant avec l'aventurisme institutionnel et la régression sociale d'Artur Mas dont le seul horizon reste institutionnel alors que pour les Catalans, seul compte, dans leur vie quotidienne une politique sociale juste.

CHINE

XVIIIe congrès du PCC : qui est Xi Jinping ?

Le nouveau dirigeant du parti communiste chinois, Xi Jinping, né en 1953, incarne donc l'avènement de ce que les Chinois appellent la Cinquième Génération de dirigeants. L'ancien Garde rouge, purgé puis rééduqué a mené un combat contre la corruption et l'écologie. Il sera président de la République en 2013. Tout cela au terme d'un congrès du PCC qui, pour la première fois, a ouvert la porte, timidement, à un débat pour les délégations étrangères présentes...

Pour le journaliste du *Monde* François Bougon, « *Xi Jinping est plus réaliste et moins dogmatique que ses prédécesseurs* ».

Plus charismatique que son prédécesseur Hu Jintao, Xi Jinping appartient à la génération des «jeunes instruits» qui furent envoyés à la campagne par Mao, dans les années 60. Ils diffèrent de leurs prédécesseurs par le fait qu'ils sont beaucoup plus réalistes et moins dogmatiques. Mais en matière de politique intérieure et de relations internationales, on devrait se situer dans la continuité.

Son ascension remonte à 2007, et une de ses qualités est d'avoir su fédérer les différents courants du Parti communiste, les groupes d'intérêts et les militaires.

Au sein de la nouvelle direction politique, il y a peu de «réformateurs», mais en revanche, plusieurs proches de l'ancien président Jiang Zemin.

Cela dit, le débat sur l'aspect inégalitaire de la croissance économique reste présent.

Le Congrès était axé sur «le développement scientifique», concept développé par Hu Jintao pour qui « *la Chine ne peut plus continuer à se développer économiquement comme elle s'est développée depuis trente ans, avec un modèle basé sur les investissements publics et une économie tournée vers l'exportation.* »

Le défi de Xi Jinping sera donc de développer l'économie privée et la consommation intérieure. C'est-à-dire la hausse du niveau de vie de tous les Chinois.

PROCHE-ORIENT

Primaires travaillistes

Les premières primaires de l'histoire du parti travailliste israélien ont eu lieu le 29 novembre. 58 % des adhérents ont participé au vote.

La liste est conduite par la leader du parti, Shelly Yachimovich. L'ancien ministre Isaac Herzog est en seconde position. On pense à lui pour les Affaires étrangères en cas de victoire...

L'ancien ministre de la défense (c'est lui qui avait mis en place le dispositif «Dôme de fer» utilisé pour contrer les roquettes tirées par le Hamas) Amir Peretz est troisième. Il est aussi le leader de la minorité au sein du parti. En quatrième position, l'ancien secrétaire général du parti, Eitan Cabel.

Dans la liste, il faut aussi compter avec Merav Michaeli, un chroniqueur d'*Haaretz*, l'ancien ministre de la défense Benjamin Ben-Eliezer, le secrétaire général du parti Hilik Bar, Noam Shalit, les leaders du mouvement social de 2011, Stav Shaffir et Itzik Shmuli qui est aussi un ancien syndicaliste étudiant, les anciens ministre Avishai Braverman et Dani Ben Simon, Yariv Oppenheimer, de Shalom Arshav...

Les travaillistes ont réaffirmé leur volonté de renouer avec les fondamentaux en concentrant leur programme sur la défense des classes moyennes et populaires, la critique du capitalisme, le retour à la priorité en faveur de l'emploi.

Alors que le Meretz s'est réjoui du vote des Nations unies en faveur d'un Etat palestinien observateur, les travaillistes estiment que c'est un camouflet pour Netanyahu qui payant son refus de rouvrir le processus de paix, a fini par isoler Israël.

AGENDA

9 décembre : élections législatives en Roumanie
14-16 décembre : congrès de l'USFP à Rabat, Maroc
16-20 décembre : 53e Congrès de l'ANC
22 janvier 2013 : élections législatives en Israël
Février : élections générales en Equateur
4-6 février : Conseil de l'Internationale socialiste
Cérémonies du 20^e anniversaire du PSE
26-23 mars : Forum social mondial à Tunis
Avril : élections générales italiennes
22-23 mai : 150^e anniversaire du SPD à Leipzig
Juin : Conseil du PSE
23 juin : élections générales en Tunisie
septembre : élections fédérales en Allemagne et en Autriche, élections générales en Norvège
22-26 septembre : Conférence annuelle du Labour à Brighton
Décembre : élections présidentielle et législatives au Chili

BRÈVES

Syrie : élection de Georges Sabra

Les différents groupes de l'opposition syrienne se sont réunis à Doha pour discuter de l'unification et du renouvellement de l'opposition et lui donner une plus grande légitimité, représentativité et efficacité dans la lutte contre le régime de Bachar Al Assad.

L'élection de Georges Sabra, un militant laïc et démocrate de longue date de l'intérieur qui a quitté récemment son pays, est une avancée significative pour la clarification du leadership et l'orientation du Conseil National Syrien.

Le Parti socialiste qui entretient des relations de solidarité avec l'opposition démocratique syrienne depuis de nombreuses années et qui a reçu Georges Sabra à plusieurs reprises, se félicite de cette élection, obtenue à une large majorité.

Malheureusement, les Comités locaux de Coordination n'ont pas accepté pour l'instant d'entrer dans la nouvelle direction du CNS.

La tâche du CNS et de son nouveau président est immense pour aider le soulèvement de l'intérieur à s'organiser, à mener à bien le combat contre le régime syrien et prévenir l'infiltration des groupes islamistes radicaux à vocation terroriste.

Merkel, toujours favorite pour les élections fédérales

Les élections législatives allemandes devraient avoir lieu le 22 septembre 2013, une semaine après les élections en Bavière qui, du coup, serviront d'ultime test.

La chancelière conservatrice Angela Merkel, qui brigue un troisième mandat, caracole toujours en tête des sondages devant Peer Steinbrück (SPD), bénéficiant notamment d'un large soutien des Allemands à sa politique de rigueur en Europe. Merkel est plus populaire que la CDU qui devrait l'investir début décembre à Hanovre. Mais début janvier, le vote en Basse-Saxe pourrait être l'occasion d'une défaite de la CDU en faveur du SPD.

La CDU/CSU obtient actuellement 37 % des intentions de vote, le SPD 26 %, les Verts 16 %, Die Linke 8 %, l'allié dans la coalition de MERkel, le FDP 4 %.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Slovénie : la victoire de Borut Pahor : un pas décisif vers l'alternative en Europe

Paris, le 2 décembre 2012

Le Parti socialiste salue la victoire de notre camarade Borut Pahor qui a battu le président sortant.

Le leader social-démocrate qui avait déjà occupé le poste de Premier ministre avait déjoué les pronostics en arrivant en tête au premier tour. Le second tour a confirmé la confiance des électeurs slovènes qui ont sanctionné l'échec de la politique d'austérité des conservateurs.

Pas à pas, les sociaux-démocrates parviennent à convaincre les peuples que l'hystérie de l'austérité qui résume la politique des conservateurs partout en Europe n'est ni une solution ni une fatalité.

Les victoires des sociaux-démocrates aux élections locales en Europe centrale en appellent d'autres comme bientôt en Roumanie.

Le nouveau président slovène pourra compter sur ses camarades et désormais collègues français, belges ou autrichiens pour ouvrir le chemin d'une sortie durable de la crise.

Jean-Christophe Cambadélis,
Secrétaire national à l'Europe et aux relations internationales

Les primaires du Parti démocrate italien : une leçon de démocratie, la première étape de l'alternance

Paris, le 2 décembre 2012

Le Parti socialiste salue la victoire de notre ami Pierluigi Bersani lors du deuxième tour des primaires italiennes qui démontrent une fois de plus la maturité de la gauche italienne face à une droite qui n'a le choix qu'entre Monti et Berlusconi. C'est un pas décisif vers la reconquête que nous souhaitons pour nos camarades italiens en 2013 lors de leurs élections législatives.

Les électeurs italiens vivant à Paris pouvaient d'ailleurs voter rue de Solferino. Ils ont été près de 3 millions à participer à ce choix.

Après cinq ans dans l'opposition, la gauche italienne représente plus que jamais l'alternative au conservatisme populiste incarné par Berlusconi et au centre droit incarné maintenant par Monti. Nous avons besoin d'une Italie dirigée par la gauche pour réorienter l'Europe afin de sortir durablement de la crise et de répondre avec efficacité et justice aux peuples plutôt que d'obéir aux marchés.

Harlem Désir félicite Pier Luigi Bersani, vainqueur des Primaires italiennes et candidat de la gauche aux prochaines élections en Italie

J'adresse mes plus chaleureuses félicitations à mon ami Pier Luigi Bersani, Secrétaire général du Partito Democratico, vainqueur des « Primaires de la gauche » qui ont été un important succès populaire en Italie.

Sa large victoire est un signal enthousiasmant pour la gauche italienne, que Pier Luigi Bersani a su rassembler dans la perspective des élections générales du printemps 2013. C'est aussi un espoir pour l'ensemble des partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, qui proposent une réponse commune forte à la crise que traverse l'Italie et notre continent.

Pier Luigi Bersani est un ami de la France et sera un allié indispensable à la réorientation européenne défendue par François Hollande. Il entretient des liens étroits et fraternels avec les Socialistes français, c'est pour cette raison que j'ai souhaité sa présence à Toulouse lors de notre dernier congrès, aux côtés de notre camarade Sigmar Gabriel, président des sociaux-démocrates allemands.

Pier Luigi Bersani peut compter sur le soutien du Parti socialiste français, je me rendrai prochainement en Italie pour le lui témoigner et mener campagne à ses côtés.

Harlem Désir
Premier secrétaire du Parti socialiste

Le PSE condamne l'antisémitisme et l'extrême droite en Hongrie

Le Parti socialiste européen condamne fermement les propos antisémites tenus par Márton Gyöngyösi député du Jobbik, le parti d'extrême droite au Parlement hongrois qui ont suscité plusieurs protestations après avoir demandé une « liste de tous les Juifs vivant en Hongrie » comme autant de menaces à la

sécurité nationale.

Gyöngyösi, qui est le Numéro du groupe parlementaire du Jobbik et proche du gouvernement conservateur Fidesz -, a également insisté sur le fait que « *les Juifs, en particulier ceux du parlement et du gouvernement, doivent être évalués pour le danger potentiel qu'ils représentent pour Hongrie* ».

Le président du PSE Sergei Stanishev a déclaré que: « *le Jobbik a prouvé une fois de plus qu'il jouait sur les peurs et les préjugés. Ils n'ont aucune proposition démocratique et ils rabaissent le débat politique au niveau d'un langage de haine. Mais ces mots ne doivent pas nous surprendre : les incidents violents tels que les attaques racistes contre les Roms du village de Gyöngyöspata démontrent que ces groupes extrémistes ne constituent pas seulement une menace pour les minorités, mais aussi pour la démocratie en Hongrie et en Europe dans son ensemble* ».

M. Stanishev a ajouté : « *Le PSE s'oppose activement à toute forme de racisme et de langage de haine. J'appelle le Premier ministre Viktor Orbán et le gouvernement Fidesz - qui est membre du PPE - de prendre enfin la décision de réprimer ces actes honteux en brisant tous les liens avec le Jobbik. M. Orbán doit cesser de regarder dans l'autre sens* ».

Le gouvernement conservateur Fidesz a été maintes fois critiqué pour sa gestion négligente des pratiques violentes et racistes de du Jobbik et d'autres groupes extrémistes. Le conflit dans le village rom de Gyöngyöspata est largement reconnu comme un échec du Fidesz pour protéger les minorités de ces groupes d'extrême droite.

Etat palestinien : un pas vers la paix

Paris, le 29 novembre 2012

L'Assemblée Générale des Nations Unies a aujourd'hui reconnu en son sein l'Etat palestinien comme un Etat non-membre. Ce vote fait de la Palestine le 194ème Etat de l'Organisation des Nations Unies et constitue un pas important vers la reconnaissance d'un Etat palestinien souverain et viable.

Le Parti socialiste se réjouit de ce vote de l'Assemblée générale de l'ONU, ainsi que de la position de la France, qui avait annoncé sa décision de soutenir cette adhésion, conformément aux engagements pris par le Président de la République.

Le Parti socialiste souhaite que, désormais, seule se fasse entendre la voix des négociations entre Israël et la Palestine, pour parvenir à la création d'un Etat palestinien souverain vivant à côté de l'Etat d'Israël, en paix et en sécurité. Il est temps que les peuples de la région, particulièrement le peuple israélien et le peuple palestinien connaissent une paix juste et durable.

Harlem Désir,
Premier secrétaire du Parti socialiste
Jean-Christophe Cambadélis,
Secrétaire national à l'Europe et aux relations internationales

Guinée : Assassinat d'une incorruptible

Paris, le 13 novembre 2012

La directrice du Trésor public de Guinée, Madame Aïssatou Boiro, a été assassinée à Conakry par des inconnus alors qu'elle

venait de quitter le ministère du budget. Connue pour son combat inflexible contre la corruption, elle jouissait d'un grand respect.

Le Parti socialiste salue la mémoire de cette femme courageuse et exprime ses sincères condoléances à sa famille. Il partage le choc que cet acte lâche provoque dans la société guinéenne, chez le président Alpha Condé et son gouvernement. Il est capital que les autorités guinéennes appréhendent les assassins et les traduisent en justice.

Proche-Orient : arrêter l'escalade de la violence et revenir à la négociation

Paris, le 15 novembre 2012

Après le lancement de l'opération militaire israélienne « Pilier de défense » dans la bande de Gaza contre les groupes armés proches du Hamas, suite aux tirs de roquettes, la riposte a entraîné la mort de trois Israéliens aujourd'hui.

Le Parti socialiste exprime sa vive inquiétude devant cette escalade de la violence dans un contexte régional déjà très tendu, et dont les premières victimes sont les civils palestiniens et israéliens.

Le Parti socialiste lance un appel aux deux parties à la désescalade immédiate, à l'arrêt des violences. Il réaffirme qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit israélo-palestinien et appelle au retour immédiat à la négociation pour une solution de paix fondée sur la reconnaissance de deux États vivant en sécurité avec le soutien de la communauté internationale.

Harlem Désir,
Premier secrétaire du Parti socialiste
Jean-Christophe Cambadélis,
Secrétaire national à l'Europe et aux relations internationales

République Démocratique du Congo : aggravation de la situation

La rébellion du M23 est entrée aujourd'hui dans la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Les rebelles ont également pris le contrôle de postes-frontières avec le Rwanda.

Le Parti socialiste exprime sa vive inquiétude pour la grave détérioration de la situation humanitaire, alors que l'est de la RDC est déjà lourdement frappé par les déplacements de population et l'insécurité alimentaire.

Le Parti socialiste soutient les efforts de la France au Conseil de sécurité des Nations unies pour renforcer les capacités de la MONUSCO et les sanctions contre la rébellion. Il attend des Etats membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs de contribuer efficacement à la cessation des hostilités.